

La mobilisation pour le climat n'en finit pas de s'amplifier. Débordant largement les cercles d'activistes de la cause environnementale, elle gagne de nouvelles couches sociales, prend un caractère de plus en plus massif et tend à exprimer une critique systémique du productivisme capitaliste sous-tendu par la concurrence pour le profit. L'entrée en lutte de la jeunesse est un fait majeur qui accentue cette tendance. Le 15 mars, plus d'un million de jeunes dans le monde ont fait grève et manifesté à l'appel de la Suédoise Greta Thunberg. Il s'agit d'un mouvement très profond. Bien que la mobilisation de la jeunesse reste pour le moment limitée aux pays dits « développés », elle rebat les cartes, bouleverse les agendas et met tous les acteurs – politiques, syndicaux, associatifs, mouvements sociaux – en demeure de répondre à trois questions fondamentales: 1°) qu'y a-t-il de plus important et urgent que le sauvetage de l'environnement dont le futur de l'humanité dépend; 2°) pourquoi ne faites-vous pas tout ce qui est possible pour limiter au maximum la catastrophe grandissante, dans le respect de la démocratie et de la justice sociale; 3°) comment osez-vous transmettre un tel gâchis à vos enfants et petits-enfants ?

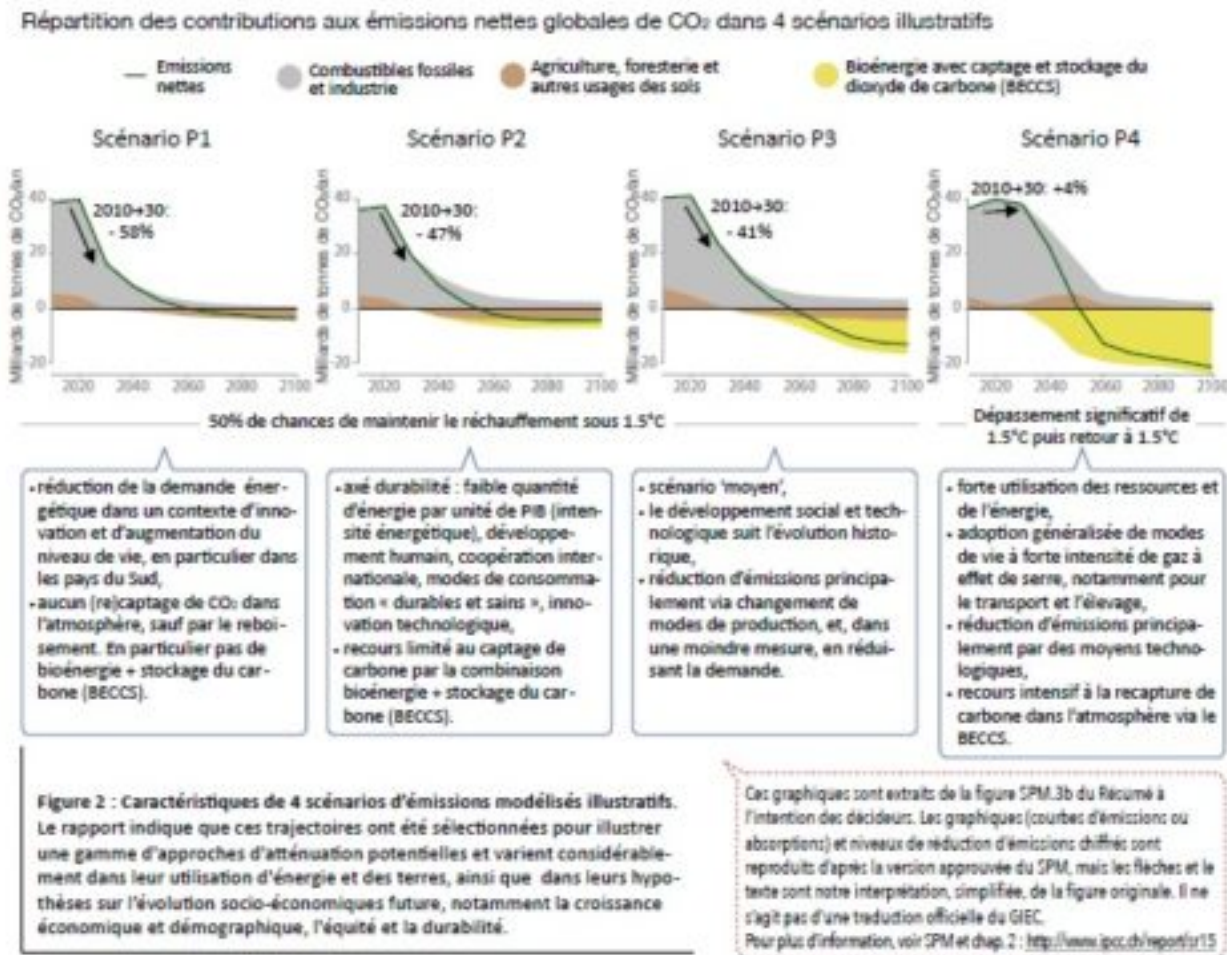
La vache sacrée de la croissance capitaliste

Ces trois questions restent sans réponse parce qu'elles touchent à la vache sacrée du capitalisme: la croissance. « Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes », disait l'économiste Schumpeter. Aujourd'hui, cette contradiction se dévoile sous nos yeux comme la cause fondamentale d'un antagonisme insurmontable entre le capitalisme et une relation prudente de l'humanité avec le reste de la nature, basée sur le « prendre soin » et pas sur le pillage.

Si nous insistons sur ce point, ce n'est pas avant tout pour des raisons idéologiques, ni parce que la « décroissance » constituerait en soi un projet de société, mais parce que la capacité de limiter la catastrophe climatique dépend aujourd'hui directement de la vitesse et de la détermination avec laquelle la société diminuera sa consommation et ses rejets de matières. Il faut d'urgence réduire ces flux (notamment les flux de CO₂), sortir du productivisme et entrer dans un nouveau mode de production de l'existence sociale sous-tendu par des valeurs de partage, de coopération, de respect et d'égalité des droits. Ce n'est possible qu'en abolissant la concurrence pour le profit, donc en remplaçant la production de valeurs d'échange par un nouveau moteur social: la production de valeurs d'usage pour satisfaire des besoins humains réels, désaliénés du fétichisme marchand, déterminés démocratiquement dans le respect des limites des écosystèmes.

La radicalité de la transformation à opérer ressort clairement du rapport spécial du GIEC sur les 1,5°C. Dans son résumé de ce document, le GIEC conclut à la nécessité de réduire les émissions mondiales nettes de CO₂ d'environ 45 % en 2030 par rapport à 2010 et plaide à cette fin pour « des transformations profondes à tous les niveaux de la société ».

Largement reprise par les médias du monde entier, cette conclusion donne cependant une image quelque peu atténuée de la gravité extrême de la situation. Le rapport complet, en effet, compare quatre scénarios possibles pour la réduction des émissions (voir le graphique). Selon le scénario 1, pour avoir une chance sur deux (ce n'est pas beaucoup!) de rester au-dessous de 1,5°C de réchauffement au cours de ce siècle, il convient de suivre une trajectoire en trois étapes: 1°) les « émissions mondiales nettes » de CO₂ doivent diminuer de 58% entre 2020 et 2030; 2°) elles doivent ensuite continuer à décroître pour atteindre zéro avant 2050; 3°) de 2050 à 2100 les émissions doivent rester négatives.



Source : Plateforme wallonne du GIEC

Les scénarios 2, 3 et 4 montrent que, plus on s'écarterait de cette trajectoire, plus le risque augmenterait d'un dépassement des 1,5°C qui ne pourrait être corrigé qu'en retirant du CO₂ de l'atmosphère grâce à des « technologies à émissions négatives » (TEN). L'objectif de 45% de réduction en 2030 suggéré par le GIEC dans sa communication et repris par les médias correspond donc à une trajectoire située entre les scénarios 2 et 3, impliquant un léger dépassement des 1,5°C d'ici 2050 et un déploiement assez important des TEN. Déjà dans son précédent rapport (AR5, 2014), le GIEC présentait des scénarios basés à 95% sur l'usage des TEN. Il confirme aujourd'hui cette démarche. Or, celle-ci est contestable. En effet, le degré de déploiement des TEN indique l'ampleur de la charge que la génération actuelle transfère sur les générations futures pour prix de son incapacité à arrêter le train fou de l'accumulation capitaliste. Même dans l'hypothèse où ces technologies permettraient d'éviter le cataclysme qui menace au-delà de 2°C, leur application ne ferait que reporter et complexifier l'antagonisme fondamental décrit plus haut. Celui-ci se reposerait inévitablement à l'avenir, mais sous une forme encore plus aiguë. C'est pourquoi nous ne sommes pas dans une « crise » mais face à un choix de civilisation.

Revenons sur les quatre scénarios. Pour comprendre, il faut savoir que des « émissions

nettes négatives » signifient que la Terre absorbe plus de CO₂ qu'elle n'en émet. Les « émissions nettes » sont obtenues en déduisant les absorptions des émissions. Ces absorptions sont d'abord naturelles: les plantes vertes se nourrissent du CO₂ de l'air, et le CO₂ se dissout naturellement dans l'eau. De ce fait, actuellement, la moitié environ des 40 Gigatonnes d'émissions annuelles de CO₂ « anthropique » est retirée de l'atmosphère. Les « émissions mondiales nettes » tournent donc autour de 20GT/an (mais attention: les absorptions de CO₂ par les écosystèmes tendent à diminuer par suite du réchauffement, notamment parce que l'eau chaude dissout moins de CO₂ que l'eau froide). Pour les ramener à zéro d'ici 2050, le scénario 1 du GIEC mise uniquement sur l'intensification possible de ces mécanismes naturels, par le biais de la reforestation et d'une meilleure gestion des sols, notamment. Le principe de précaution commanderait d'en rester là, de bannir les TEN. Mais, dans ce cas, il faudrait s'en prendre très, très radicalement à la course au profit. Or, le GIEC exclut cette possibilité. C'était écrit noir sur blanc dans son cinquième rapport: « Les modèles climatiques supposent une économie de marché qui fonctionne pleinement et des mécanismes de marché concurrentiels ». En avant donc pour la fuite en avant technologique. Mais que nous réserve-t-elle?

Le nœud politique de la question

La plus mûre des « technologies à émissions négatives » est la bio-énergie avec capture et séquestration du carbone (BECCS). Elle consiste à remplacer les énergies fossiles par de la biomasse et à stocker le CO₂ provenant de la combustion dans des couches géologiques profondes. Outre que l'étanchéité des réservoirs est incertaine, cette « solution », pour avoir un impact significatif sur la concentration atmosphérique de CO₂, requiert que des superficies très considérables (de l'ordre de 15% à 20% de la superficie cultivée en permanence) soient consacrées à la production industrielle de bioénergie. Cela ne peut qu'intensifier dangereusement la pression déjà considérable que cette production exerce déjà aujourd'hui sur la biodiversité et sur les cultures vivrières. Il convient donc de tout mettre en oeuvre pour l'éviter. Si la BECCS devait néanmoins être mise en oeuvre pour éviter le pire, il conviendrait de la limiter très strictement. En tout cas, il s'impose catégoriquement de privilégier la réduction la plus forte et la plus rapide possible des émissions.

Mais là est justement le nœud politique de la question. Le capitalisme s'est construit et reste construit sur les énergies fossiles. Les gouvernements n'ayant presque rien fait depuis le Sommet de la Terre (Rio, 1992), nous sommes aujourd'hui dans une situation critique. Du coup, la réduction la plus forte et la plus rapide possible des émissions impliquerait nécessairement la destruction très rapide d'une énorme quantité de capital, d'une « bulle » sans précédent. Les secteurs les plus importants du capitalisme s'y opposent de toutes leurs forces, de sorte que deux tendances se cristallisent dans la classe dominante: celle de Trump, de Bolsonaro et de quelques autres leaders climato-négationnistes, d'une part; et, d'autre part, celle du « capitalisme vert » qui plaide de facto pour le scénario 4 - avec déploiement massif de la BECCS, « dépassement temporaire » des 1,5°C et refroidissement de la planète au cours de la deuxième moitié du siècle - si tout va bien.

Chacun comprend que la première tendance est tout simplement criminelle, mais la seconde l'est à peine moins. Pour trois raisons:

1/personne ne sait si la BECCS et les autres technologies envisagées permettront effectivement de retirer suffisamment de carbone de l'atmosphère pour revenir sous les 1,5°C après dépassement de ce seuil;

2/personne ne sait comment éviter les probables effets pervers de ces prétendues solutions, notamment sur la biodiversité et sur l'alimentation de la population mondiale;

3/personne ne peut exclure qu'un accident majeur, aux conséquences irréversibles, se produise pendant le « dépassement temporaire »... par exemple une dislocation des glaciers Thwaites ou Totten dans l'Antarctique, qui entraînerait à terme une hausse de trois à six mètres du niveau des océans.

Prendre la mesure d'un défi vertigineux

Répetons-le: quoiqu'en dise le GIEC, tout doit être mis en œuvre pour tenter de s'inscrire dans le scénario 1 et suivre les trois étapes de la trajectoire évoquée ci-dessus – ou pour s'en écarter le moins possible. Ce devrait être l'objectif du mouvement pour le climat. Mais il faut prendre la mesure de ce que cela implique. Pour cela, il convient de considérer les éléments suivants :

-les émissions de CO2 représentent 76% des émissions « anthropiques » de gaz à effet de serre; 80% des émissions de CO2 sont dues à la combustion des combustibles fossiles ;

-85% des besoins énergétiques de l'humanité sont couverts par l'usage de ces combustibles;

-le système énergétique fossile est très largement inadapté aux sources renouvelables; il doit donc être mis à la casse le plus vite possible, que les installations soient rentabilisées ou pas;

-ces installations représentent environ un cinquième du PIB mondial, à quoi il faut ajouter les actifs constitués par les réserves de combustibles fossiles qui doivent rester dans le sol (9/10e pour ne pas dépasser 1,5°C);

-les installations fossiles les plus récentes sont situées dans les pays dits « émergents » et « en voie de développement », qui ne sont pas les principaux responsables historiques du basculement climatique;

-la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (adoptée à Rio en 1992) stipule – à juste titre!- que chaque pays doit contribuer à sauver le climat en fonction de sa responsabilité historique et de ses capacités;

-les énergies renouvelables suffisent à satisfaire les besoins humains mais les technologies nécessaires à leur conversion sont plus consommatrices en ressources que les technologies fossiles: il faut au moins dix fois plus de métaux pour produire un kWh renouvelable qu'un kWh fossile.

De ces données, la conclusion à tirer est évidente: le Scénario 1 – optimum pour les humains et les non humains – représente un défi gigantesque, non seulement sur le plan technique et sur celui de la conception, mais aussi et surtout sur le plan de la coordination

nécessaire aux équilibres globaux. En effet, il s'agit de respecter le principe clé de la justice climatique Nord-Sud (désigné comme « principe des responsabilités communes mais différenciées » par la Convention-cadre de l'ONU) tout en :

-réalisant d'énormes investissements pour construire un nouveau système énergétique mondial basé à 100% sur les renouvelables;

-utilisant pour cette construction une énergie qui est aujourd'hui encore fossile à 85%, donc émettrice de CO2;

-employant une partie de cette énergie pour extraire et raffiner les métaux rares et les « terres rares » indispensables au fonctionnement des technologies « vertes », dont l'exploitation consomme beaucoup d'énergie et d'eau et produit beaucoup de déchets;

-et en restant néanmoins dans l'enveloppe des réductions draconiennes des émissions mondiales nettes de CO2, mentionnées ci-dessus (58% de réduction entre 2020 et 2030, et la suite).

Nous le disons avec force: le faisceau de contraintes socio-politiques, temporelles et physiques résumé ci-dessus est strictement impossible à respecter sans un programme anticapitaliste d'ensemble, d'une extrême radicalité. Il ne s'agit pas seulement de planifier et de rationaliser la production: il faut la réduire drastiquement afin de réduire la quantité d'énergie consommée, partout où c'est possible. Sans cette réduction drastique il sera impossible de compenser les émissions dues à la construction du nouveau système énergétique renouvelable, d'une part, et au droit prioritaire du Sud, en particulier des « pays les moins avancés », à se développer en utilisant ce que l'humanité peut encore utiliser de fossiles, d'autre part. Et sans compensation de ces deux causes d'émissions, il est totalement exclu de rester dans les clous de la réduction des émissions mondiales nettes de 58% d'ici 2030, de 100% d'ici 2050 et de plus de 100% dans la deuxième moitié du siècle. Même dans l'hypothèse d'une réduction de 45% des émissions d'ici 2030, le problème est insoluble si on ne sort pas de la logique capitaliste.

Rendre le nécessaire possible

La dynamique de croissance du capital et l'inaction de ses représentants politiques nous ont amenés littéralement au bord du gouffre. Que faudrait-il faire pour ne pas y basculer? Telle est la question à poser. Dans un premier temps, il est impératif d'y répondre objectivement, sans s'auto-limiter subjectivement, c'est-à-dire sans se laisser obnubiler par ce qui est faisable ou pas dans le contexte politique, économique, social et idéologique capitaliste, qui fausse tout et met la réalité sur sa tête. Ensuite, dans un deuxième temps, il faut voir comment agir pour que ce qui est nécessaire devienne possible, quels obstacles doivent être renversés, dans quels délais ils peuvent l'être, avec quelles conséquences, et comment faire face à celles-ci. Procéder dans l'autre sens – partir du « possible capitaliste » pour déterminer le nécessaire – revient à poser que les lois historiques et sociales du profit – qui n'existent que depuis quelques centaines d'années – doivent primer sur les lois physiques – qui existent depuis que la Terre est entourée d'une atmosphère contenant des gaz à effet de serre. C'est un non-sens méthodologique absolu.

Objectivement, il est indiscutable qu'arrêter la catastrophe grandissante requiert un plan anticapitaliste d'une très grande radicalité, réorientant de fond en comble la production, les

échanges et les relations avec le « Sud global ». Dans les pays capitalistes développés, les axes principaux de ce plan seraient les suivants:

1/ Supprimer les productions inutiles et dangereuses. « Chaque tonne de CO2 non émise compte », nous disent les scientifiques. Ils n'en tirent pas la conclusion logique: il convient en priorité d'arrêter notamment la production et la consommation d'armes, celle d'emballages et de gadgets plastiques, de lutter contre l'obsolescence programmée et de bannir la publicité. Aux USA, à titre d'indication, les émissions cumulées de l'industrie militaire et du Département de la Défense tournent autour de 150 millions de tonnes de CO2 par an (sans compter les émissions des quelque 700 bases militaires US à l'étranger!).

2/ Supprimer les transports inutiles de marchandises, localiser la production au maximum, privilégier les circuits courts, imposer une taxe croissante sur le kérosène (à distribuer aux pays du Sud via le Fonds vert pour le climat). Les émissions de dioxyde de carbone du transport aérien et maritime représentent actuellement 5 % des émissions mondiales et augmentent rapidement du fait de la mondialisation capitaliste. Selon une étude du Parlement européen, ces secteurs pourraient produire respectivement jusqu'à 22 % et 17% des émissions mondiales de CO2 en 2050. Il faut d'urgence fermer ce robinet.

3/ Investir massivement dans les transports en commun publics et l'usage du vélo dans de bonnes conditions. Décourager l'usage de la voiture privée, favoriser l'emploi proche du domicile, remailler les territoires. Rationner les voyages en avion par le biais de titres de mobilité aérienne gratuits, personnalisés, non échangeables.

4/ Créer au niveau des territoires des entreprises publiques chargées d'isoler et de rénover en dix ans tous les bâtiments, sans surcoût pour les habitants. La politique néolibérale d'incitants et de taxes à l'isolation-rénovation est trop lente, socialement injuste et axée davantage sur la promotion de la production d'énergie renouvelable par les ménages propriétaires - et sur le développement irrationnel des marchés du « capitalisme vert » - plutôt que sur la réduction de la consommation d'énergie par l'isolation. L'urgence et la raison commandent de sortir de cette politique au plus vite.

5/ Laisser les combustibles fossiles dans le sol. Exproprier et socialiser les secteurs de l'énergie et de la finance sans indemnités ni rachat. Constituer un service public décentralisé de l'énergie. Les secteurs fossiles et financiers sont intimement liés par le biais des prêts pour investissement et de l'actionnariat. Sans casser le verrou qu'ils constituent, il n'est pas possible d'organiser en dix ans la transition rapide vers une économie basée à 100% sur les renouvelables (donc sans nucléaire). C'est la clé de voûte des réformes structurelles à imposer.

6/ Rompre avec l'agrobusiness et l'exploitation capitaliste des forêts. Augmenter les absorptions naturelles de CO2 ne remplace pas la réduction des émissions mais complète celle-ci. Promouvoir une agroécologie utilisant les techniques appropriées pour accumuler le maximum de carbone dans les sols. Favoriser les liens directs entre consommateurs et producteurs. Bannir l'élevage industriel basé sur l'importation de soja. Inciter à une réduction substantielle de la consommation de viande. Replanter des haies, reconstituer des zones humides, arrêter la « bétonisation ». C'est la roue de secours, à mettre en oeuvre tout de suite.

7/ Respecter la justice climatique Nord-Sud. Cela implique notamment: honorer au moins l'engagement des « pays développés » à donner cent milliards de dollars/an au Fonds vert pour le climat; couvrir en plus les « pertes et dommages » causés au Sud par le

réchauffement provoqué principalement par le Nord; abolir le système des brevets sur les technologies énergétiques; bannir les achats de crédit d'émissions, les mécanismes de « compensation carbone », les importations de biocarburant et autres types de relations caractéristiques d'un « néo-colonialisme climatique »; garantir la liberté de circulation et d'installation aux migrant.e.s.

Une vie meilleure pour le plus grand nombre

A moins de recourir à des méthodes despotiques, il est évident qu'un tel plan n'est même pas envisageable s'il ne comporte pas aussi un volet social tout aussi radical. Celui-ci est indispensable en particulier pour aborder correctement la question des modifications des comportements sociaux. Prises isolément par le biais de la consommation, certaines de ces modifications sont sans doute « impopulaires » (la taxation du kérosène et le rationnement des voyages en avion, par exemple). C'est à partir de ce constat, dressé par le petit bout de la lorgnette, que certains écologistes en appellent à un « pouvoir fort ». Or, sortir de la dictature capitaliste du profit dans la sphère de la production permet de tracer dans la sphère de la consommation le chemin d'une transition écologique qui n'est pas synonyme de régression mais synonyme au contraire d'une amélioration substantielle de la qualité de vie de la majorité sociale. C'est à cela qu'il faut s'atteler pour rendre la transition désirable.

Dans les pays « développés », les axes principaux de ce deuxième volet de l'alternative anticapitaliste sont les suivants:

8/ Redistribuer les richesses, rétablir l'égalité devant l'impôt et la progressivité de l'impôt sur les revenus globalisé Déterminer un salaire maximum. Refinancer le secteur public, l'enseignement, la recherche, le secteur des soins, celui de l'enfance et celui de la culture. En finir avec la subordination de la recherche scientifique au profit, la refinancer, l'orienter vers le soutien à la transition et améliorer le statut des chercheur.euse.s;

9/ Sortir du tout-au-marché: gratuité effective de l'enseignement, des transports, des soins de santé. Gratuité de la consommation d'eau et d'électricité correspondant aux besoins de base, avec tarification rapidement progressive au-delà de ce niveau;

10/ Zéro licenciements, un emploi digne, un revenu décent pour toutes et tous. Formation à de nouveaux métiers pour les travailleurs et travailleuses des activités à supprimer, avec garantie de maintien du revenu, des conquêtes sociales et des collectifs de travail, sous contrôle de ceux-ci. Partage du travail nécessaire entre toutes et tous, sans perte de salaire, avec mutualisation du coût au niveau du patronat. Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour toutes et tous. Allongement des congés de maternité et de paternité. Réduire radicalement le temps de travail (la demi-journée de travail, voire moins) sans perte de salaire permet de relever à la fois le défi climatique et celui de la révolution numérique. La conquête du temps libéré est le progrès qualitatif clé susceptible de supplanter les pulsions consuméristes qui servent de compensation misérable à la misère des relations humaines dominées par le fétichisme de la marchandise ;

11/ Extension radicale des droits démocratiques. Droits de vote et d'éligibilité à tous les niveaux, pour tous et toutes. Révocabilité des élu.e.s et traitement aligné sur le salaire moyen. Politique active visant à étendre le contrôle et la participation citoyennes, notamment sur les différents aspects du plan de transition (en particulier isolation-rénovation du bâti, transports et mobilité, reconversion économique, mutation du modèle

agricole, gestion des territoires, etc.). Décentralisation et démocratisation maximales au niveau des territoires.

12/ Égalité des droits pour les femmes et les LGBTQI. Stop aux discriminations dans l'enseignement, à l'emploi, dans la ville. Parité femmes-hommes dans les assemblées représentatives et tous les organes de la transition écologique. Avortement et contraception libres et gratuits. Socialisation des tâches de la reproduction sociale.

13/ Développer une culture du « prendre soin », de la responsabilité et de la sobriété. Soutien accru à l'éducation permanente. Renforcement et socialisation des activités de soin aux personnes et aux écosystèmes. Gestion municipale et publique des ressources (eau, renouvelables, paysages...) sous contrôle démocratique. Développement d'un réseau dense d'activités de réparation/recyclage/réutilisation/réduction soutenu par les pouvoirs publics. Encouragement aux activités citoyennes dans le respect de l'autonomie des mouvements sociaux.

Petits pas et grand écart

Comme disait Einstein, « un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la manière par laquelle on a créé le problème ». En sacralisant « l'économie de marché qui fonctionne pleinement et les comportements de marché concurrentiels », le GIEC bouche lui-même toute issue. Refuser le « réalisme » capitaliste – cette course au profit insensée – est indispensable pour tracer un chemin permettant de limiter la catastrophe et d'empêcher qu'elle se transforme en cataclysme.

La difficulté principale n'est pas technique mais sociale, donc politique: l'alternative nécessaire ne peut pas être organisée d'en-haut. Elle requiert impérativement une puissante mobilisation sociale à la base, une responsabilisation généralisée. Osons le mot: nous avons besoin d'une révolution mondiale autogestionnaire pour prendre en charge démocratiquement et à tous les niveaux la solution conjointe de la crise sociale et de la crise environnementale. Seul.e.s les exploité.e.s, les opprimé.e.s et la jeunesse pourront aller jusqu'au bout des réformes indispensables, dans tous les domaines. Or, il y a un gouffre aujourd'hui entre cette alternative anticapitaliste urgente et le niveau de conscience de la majorité sociale. Comment le combler, et comment le combler au plus vite? Tel est LE problème stratégique à résoudre.

En tant qu'anticapitalistes, nous sommes confronté.e.s quotidiennement à cette objection: « Vous avez sans doute raison, mais ce que vous proposez nous laisse sur notre faim, ce n'est pas réalisable, on a besoin de réponses concrètes, un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Dès lors, la question se pose: ne faut-il pas opter pour les petits pas? Ou admettre, à l'inverse, que « tout est fichu », que « l'effondrement » est inévitable et que la seule issue consiste à « créer de petites communautés résilientes » (comme disent les « collapsologues »)?

Les anticapitalistes sont pour des réformes, nous ne renvoyons pas tout au « grand soir ». Les petits pas sont positifs quand ils renforcent le mouvement social et l'encouragent à aller de l'avant. Ce que nous contestons, c'est la stratégie des petits pas. Pourquoi? Parce qu'elle étale la transition dans le temps, ce qui est en contradiction flagrante avec l'urgence. Nous contestons aussi -ça va souvent de pair - les « solutions miracles », sur le mode « yaka », qui ne sont pas non plus à la hauteur du défi. Dès lors, que faire, quelle

perspective adopter, quelle stratégie proposer pour ne pas faire le grand écart entre minimalisme dérisoire et maximalisme impuissant?

D'abord, dire la vérité...

Nous pensons qu'il faut d'abord dire la vérité. Notre alternative anticapitaliste vous laisse sur votre faim? C'est normal, il ne saurait en être autrement. Il nous faut, ensemble, transformer la faim en appétit d'autre chose, propager et rendre désirable dans l'imaginaire l'idée d'une société qui produit moins et partage plus, pour les besoins réels, dans le respect des humains et des non humains. C'est la fonction de l'ébauche de programme en treize points, résumé ci-dessus. Il faut combattre à la fois les discours défaitistes anxigènes, sidérants et les discours pseudo-réalistes créant l'illusion que le scénario optimum (le Scénario 1 du GIEC) pourrait être réalisé - ou au moins approché - en suivant un chemin moins radical.

Aux États-Unis, Alexandria Ocasio-Cortez propose un « Green New Deal ». En Europe, Pierre Larrourou plaide pour un « plan finance-climat »... Il y a de plus en plus de propositions de chemins moins radicaux aujourd'hui, certaines plus intéressantes que d'autres. Les lignes bougent, c'est incontestablement un effet positif du mouvement social. Cependant, si on les examine en détails, on constate que ces propositions « plus réalistes » ont trois points en commun: 1°) elles contournent la question clé de l'indispensable réduction de la consommation d'énergie, de la production matérielle et des transports; 2°) elles n'excluent pas le recours aux technologies à émissions négatives comme la BECCS, ou à de prétendues « technologies miracles » comme l'hydrogène; 3°) le plus souvent, elles s'abstiennent de prendre position nettement pour le respect des engagements vis-à-vis du Sud, contre l'achat de crédits d'émission et les mécanismes de compensation carbone, etc. Dès lors, il faut être clair : ces chemins moins radicaux, en vérité, ne peuvent que déboucher sur des variantes de « capitalisme vert », avec divers degrés de « néocolonialisme climatique » et des impacts du réchauffement plus sévères, pour les humains et les non-humains, que dans le scénario 1 - sans compter l'épée de Damoclès du basculement irréversible et de grande ampleur évoqué plus haut...

... et miser sur la mobilisation sociale

Le problème stratégique du gouffre entre la nécessité objective et les possibilités subjectives ne sera pas comblé en proposant des alternatives au rabais. Il ne peut être comblé que par le développement de la mobilisation sociale. C'est dans ce développement en effet que réside le levier pour faire progresser le niveau de conscience à une échelle de masse. La ligne que nous proposons pour ce faire peut être résumée en quelques axes: ne rien lâcher, élargir, faire converger, organiser, démocratiser, approfondir, défier, radicaliser, inventer. Commentons-les brièvement :

-Ne rien lâcher. La tâche qui se dresse devant nous est de longue haleine. Nous n'avons une chance de limiter les dégâts que si nous nous inscrivons dans la perspective d'une lutte permanente. Dans l'immédiat, cela signifie en premier lieu refuser toute idée de trêve électorale, dans le cadre du scrutin européen ou d'autre scrutins. A plus long terme, cela signifie miser consciemment sur la déstabilisation et la délégitimation des pouvoirs en

place. L'agenda du politique, la temporalité du politique, ne sont pas les nôtres. « Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend ». Appuyons-nous sur chaque manifestation perceptible de la catastrophe qui est en marche – il n'en manque pas, hélas!- pour augmenter la pression et relancer l'action.

-Le mouvement s'élargit constamment depuis la canicule de l'été 2018 dans l'hémisphère Nord. C'est un de nos principaux atouts. Il faut poursuivre consciemment dans cette voie, fixer de nouveaux rendez-vous, répéter la grève du 15 mars à plus grande échelle, poser les jalons d'un soulèvement mondial en faveur du climat impliquant des dizaines de millions, des centaines de millions de femmes et d'hommes. Nous sommes la vie face à la mort. Notre ambition doit être à la mesure de l'enjeu.

-Faire converger. Il ne s'agit pas seulement de gagner de nouveaux secteurs de la jeunesse, ou de nouvelles régions, de nouveaux pays. Il s'agit aussi de travailler méthodiquement à faire converger les luttes sociales-syndicales, féministes, paysannes et indigènes à la base, par-delà les frontières. L'apport des féministes est important car elles mettent l'accent sur l'importance du « prendre soin ». Celui des peuples indigènes est inspirant car il pointe en direction d'une nouvelle vision des rapports entre humains et non-humains. Les paysan.ne.s de la Via Campesina sont déjà aux premiers rangs, avec leur programme agroécologique et leurs pratiques d'action directe... L'enjeu stratégique clé est de détacher le mouvement social-syndical de son alliance avec le productivisme; cela passe principalement par la réappropriation de la réduction collective du temps de travail en tant que revendication écosocialiste par excellence.

-Organiser, démocratiser et approfondir. Ces trois objectifs vont de pair. D'une manière générale, sauf exceptions, le mouvement actuel souffre d'un déficit d'organisation et de démocratie. C'est en partie le résultat de sa spontanéité, qui est évidemment réjouissante. Mais il y a un vide. Aujourd'hui, il est rempli par des individus, par des structures associatives existant de longue date, et par des initiatives de petits groupes sur les réseaux sociaux. Il faut dépasser ce stade, éviter le « substitutisme » et prévenir les tentatives de récupérations. Ne rien lâcher et construire les convergences sur le long terme requiert un mouvement enraciné dans des structures de base démocratiques, c'est-à-dire des assemblées générales qui élisent des personnes révocables pour les représenter en toute transparence dans les lieux où la lutte se coordonne et décide de ses objectifs. Ce mode d'organisation est le meilleur moyen d'approfondir la prise de conscience, de passer des problématiques immédiates (tri des déchets, etc.) à des questions plus structurelles.

-Défier. Greta Thunberg a tracé la voie. Les responsables politiques et économiques tentent de récupérer son image, mais, jusqu'à présent, elle ne tombe pas dans le panneau du « greenwashing ». A Davos, devant le Parlement européen et ailleurs, elle a mis les responsables en accusation, sans compromis ni hésitation. Suivons son exemple. Abandonnons toute illusion sur le fait que le politique « va finir par comprendre » parce qu'il y aurait de prétendues solutions « win-win » pour concilier croissance-profit et climat (c'est de la blague, il n'y en a pas !). Adoptons une position autonome, de défiance systématique et intransigeante. Osons désobéir. Sapons systématiquement, joyeusement et délibérément la légitimité des possédant.e.s, de leurs représentant.e.s politiques, quel.le.s qu'ils.elles soient, et de toustes celles et ceux qui refusent de sortir du cadre productiviste/croissanciste.

-Dans le cadre du défi, des actions en justice comme « l'affaire du siècle » et des revendications immédiates ont toute leur place. Mettons les décideurs au défi de poser tout de suite des actes concrets: inscrire l'obligation de réduire les émissions dans la loi, isoler

tous les bâtiments publics et parapublics, rendre les transports publics gratuits, interdire la publicité, renoncer aux grands travaux, etc... La liste des possibilités est infinie. A plus long terme, le mouvement pour le climat signifie que nous sommes entrés de plain pied dans une nouvelle période historique au cours de laquelle la « question écologique » surdéterminera et articulera de plus en plus clairement l'ensemble des enjeux sociaux. La convergence des luttes en découle logiquement. Cela pose dès maintenant une longue série de questions non résolues. Par exemple: quel outil politique forger dans le cours du combat pour que celui-ci soit capable de passer de la lutte anticapitaliste à la construction d'un monde nouveau?

-Nous devons prendre conscience de notre force. Sans le mouvement pour le climat, la COP21 n'aurait pas fixé l'objectif de maintenir le réchauffement au-dessous de 1,5°C. Nous devons exiger que ce pas en avant soit suivi de mesures concrètes, et faire en sorte que celles-ci soient à la hauteur du défi et socialement justes. C'est le sens de notre mouvement. Les possédants et leurs représentants politiques sont sous pression parce qu'ils savent que le défi lancé par le changement climatique est potentiellement révolutionnaire. Tous les courants sont sous pression, c'est pourquoi les lignes tendent à bouger. Elargissons la brèche. Chaque proposition nouvelle doit être confrontée au diagnostic scientifique sur ce qui devrait être fait pour rester sous 1,5°C de réchauffement sans recourir à des technologies dangereuses et en respectant les obligations vis-à-vis du Sud. Constaté que « ça ne colle pas » aidera le mouvement à se radicaliser jusqu'au point où il sera à même de proposer lui-même un programme anticapitaliste à la hauteur du défi, et de se battre pour imposer la formation d'un gouvernement sur cette base.

Une course de vitesse effrayante

Est-ce que ça va marcher ? Personne ne peut le garantir : nous sommes pris dans une course de vitesse effrayante entre l'espoir de salut et la plongée dans la barbarie. Sous cet angle, la situation présente certaines analogies avec celle qui existait avant la première guerre mondiale : Lénine la caractérisait comme « objectivement révolutionnaire ». Le facteur subjectif fut totalement incapable d'empêcher la boucherie de 14-18, mais de la boucherie surgit la révolution russe... qui fut étouffée à l'extérieur et étranglée à l'intérieur. Un siècle plus tard, une question similaire se pose : jusqu'où l'humanité devra-t-elle s'enfoncer dans les tranchées de la catastrophe climatique avant de se retourner enfin contre le capitalisme et de se débarrasser à jamais de ce système criminel ? La révolution – l'irruption des masses sur la scène où se joue leur destinée – sera-t-elle au rendez-vous ? Questions sans réponses. Elles renvoient à Gramsci, à sa citation célèbre sur le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. Cet optimisme-là est un impératif catégorique, car nous ne sommes certains que d'une chose : c'est du résultat de la course de vitesse entre le désastre et la conscience du désastre que dépend la ré-émergence à une échelle de masse d'un projet émancipateur, un projet écosocialiste à la hauteur des menaces terribles dont la folie productiviste menace l'humanité. Il n'y a pas d'autre voie possible que la lutte, pas de raccourci.